

## Présentation

La dépense intérieure d'éducation (DIE) s'élève, en 2006, à 121,3 milliards d'euros. Elle a plus que doublé depuis 1975 (en prix constants), avec un taux de croissance annuel moyen de l'ordre de 2,5 %. Durant la même période, le produit intérieur brut (PIB) a progressé en moyenne de 2,4 % par an.

En 1975, la dépense intérieure d'éducation représentait 6,5 % du PIB, cette part atteint 6,8 % en 2006 [1].

De 1975 à 1990, la DIE évolue globalement quasiment au même rythme que le PIB (en moyenne, en prix constants, de 2,6 % par an). Par contre, de 1990 à 1995, la DIE croît nettement plus vite que le PIB (environ + 1,1 % en moyenne annuelle pour le PIB et + 4,2 % pour la DIE). Ainsi, la part de la DIE au sein du PIB atteint 7,6 % en 1995. Depuis, la tendance s'est inversée, le PIB augmentant plus rapidement que la DIE (de 1995 à 2006, en moyenne + 2,2 % pour le PIB et + 1,0 % pour la DIE), la part de la DIE dans le PIB retombe à 6,8 % en 2006.

La structure du financement de la DIE s'est modifiée également entre 1975 et 2006. La part du ministère de l'Éducation nationale baisse de plus de 5 points, de 59,8 % en 1975 à 54,4 % en 2006, et celle des autres ministères de 4 points ; les lois de décentralisation ayant transféré aux collectivités locales de nombreuses compétences dans les domaines du transport scolaire, du fonctionnement et de l'équipement des établissements du second degré, de l'apprentissage et de la formation professionnelle, leur part dans le financement de la DIE croît, en conséquence, de près de 9 points (de 13,8 % en 1975 à 22,4 % en 2006) [1] [2].

Le tableau [3] présente l'évolution de la structure de la DIE par niveau. Dans un premier temps, la part consacrée à l'enseignement du premier degré décroît pour atteindre 26,4 % en 1992 – contre 30,5 % en 1975. Puis elle réaugmente jusqu'à 27,6 % en 2006, accompagnant une légère remontée des effectifs. À l'inverse, la part du second degré s'accroît de plus de 2 points de 1975 à 1982, période où l'accès à l'enseignement secondaire se généralise, et a tendance à baisser depuis 1999.

La part consacrée à l'enseignement supérieur croît de façon continue sur la période de plus de 3 points (14,2 % de la DIE en 1975 à 17,6 % en 2006), mais parallèlement, durant cette période, les effectifs d'étudiants ont plus que doublé.

## Définitions

■ **Financier final.** Dernier financier. Par exemple, lorsqu'une collectivité territoriale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée à cette collectivité territoriale, dernier financier. Les dépenses attribuées à l'État ne prennent pas en compte cette subvention.

De même, les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre financeurs. Elles sont affectées au financier ménage et non aux financeurs État ou collectivités territoriales.

Si, par contre, on choisit d'affecter, dans le premier cas, la subvention au financier État, ou, dans le second cas, au financier État ou collectivités territoriales ; alors, on parle de financier initial (avant transfert).

■ **Évaluation aux prix de 2005.** Estimations utilisées afin de corriger l'effet de l'inflation, permettant ainsi de suivre l'évolution "en volume" des dépenses d'éducation.

## → Pour en savoir plus

### Publications

- Notes d'Information, 95.30, 96.30, 97.35, 98.32, 99.37, 00.38, 01.49, 02.51, 05.05, 05.39, 06.28, 07.41.
- "Le compte de l'éducation", les dossiers d'Éducation et formations, n° 118, décembre 2000 (années 1996 à 1999), n° 125, novembre 2001 (années 1997 à 2000), n° 140, décembre 2002 (années 1998 à 2001), MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective.
- "Le compte de l'Éducation. Principes et méthodes".

Sources : Compte provisoire de l'éducation pour 2006.

## L'évolution de la dépense intérieure d'éducation

### [1] Évolution de la dépense intérieure d'éducation par unité de financement de 1975 à 2006 (1) Dépenses totales par financeurs finals (millions d'euros, prix courants) (France métropolitaine + DOM)

	1975	1985	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Éducation nationale	9 038	29 773	50 096	58 474	59 920	61 518	62 296	63 159	63 823	65 912
Autres ministères (2)	1 292	3 385	5 683	5 889	6 077	5 934	5 876	6 027	5 831	6 056
Collectivités territoriales	2 081	7 648	19 167	22 698	23 059	23 413	24 479	25 509	26 272	27 209
Autres administrations publiques	45	407	927	786	819	815	880	921	853	890
Entreprises	736	2 834	4 892	5 663	5 802	7 039	6 998	7 164	7 490	7 695
Ménages	1 909	6 683	10 514	11 383	11 658	12 072	12 526	12 787	13 246	13 495
<b>Total général (euros courants)</b>	<b>15 102</b>	<b>50 729</b>	<b>91 278</b>	<b>104 893</b>	<b>107 334</b>	<b>110 791</b>	<b>113 054</b>	<b>115 566</b>	<b>117 514</b>	<b>121 255</b>
<b>Total général (euros constants, estimation aux prix 2006)</b>	<b>56 836</b>	<b>76 529</b>	<b>107 848</b>	<b>117 954</b>	<b>118 345</b>	<b>119 316</b>	<b>119 507</b>	<b>120 248</b>	<b>120 191</b>	<b>121 255</b>
% du PIB	6,5	6,7	7,6	7,3	7,2	7,2	7,1	7,0	6,8	6,8

(1) Évaluations provisoires pour l'année 2006. (2) Y compris le reste du monde (Union européenne + pays étrangers).

### [2] Évolution de la structure du financement de l'éducation par unité de financement de 1975 à 2006 (1) Par financeurs finals (%) (France métropolitaine + DOM)

	1975	1985	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Éducation nationale	59,8	58,7	54,9	55,7	55,8	55,5	55,1	54,7	54,3	54,4
Autres ministères (2)	8,6	6,7	6,2	5,6	5,7	5,4	5,2	5,2	5,0	5,0
Collectivités territoriales	13,8	15,1	21,0	21,6	21,5	21,1	21,7	22,1	22,4	22,4
Autres administrations publiques	0,3	0,8	1,0	0,7	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7
Entreprises	4,9	5,6	5,4	5,4	5,4	6,4	6,2	6,2	6,4	6,4
Ménages	12,6	13,2	11,5	10,9	10,9	10,9	11,1	11,1	11,2	11,1
<b>Total général</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

(1) Évaluations provisoires pour l'année 2006. (2) Y compris le reste du monde (Union européenne + pays étrangers).

### [3] Évolution de la dépense intérieure d'éducation par niveau d'enseignement de 1975 à 2006 (1) (millions d'euros prix courants) (France métropolitaine + DOM)

Niveaux d'enseignement	1975	1985	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Premier degré	4 603	13 927	24 345	28 629	29 199	29 559	31 088	32 004	32 450	33 453
Second degré	6 618	22 879	41 187	46 802	47 917	49 285	50 232	50 853	51 484	53 051
Supérieur	2 145	7 966	15 381	17 484	17 992	18 829	19 445	20 124	20 656	21 297
Formation continue	1 556	5 353	9 278	10 202	10 404	11 181	10 305	10 550	10 663	11 116
Non ventilé	180	604	1 087	1 777	1 823	1 937	1 984	2 036	2 262	2 338
<b>Total général</b>	<b>15 102</b>	<b>50 729</b>	<b>91 278</b>	<b>104 893</b>	<b>107 334</b>	<b>110 791</b>	<b>113 054</b>	<b>115 566</b>	<b>117 514</b>	<b>121 255</b>

(1) Évaluations provisoires pour l'année 2006.

### [4] Évolution de la dépense intérieure d'éducation et de sa part dans le PIB de 1980 à 2006 (France métropolitaine + DOM)

